L'état est en train de se resserrer autour du régime burundais

Deutsche Welle, 15.03.2016 Au Burundi, Pierre Nkurunziza va-t-il fléchir ? Le représentant de l'UE au Burundi, Patrick Spirlet est revenu sur la suspension de l'aide financière directe au Burundi. Bruxelles justifie cette décision par l'absence de volonté de dialogue inclusif. L'Union européenne laisse cependant la porte ouverte pour une reprise totale de la coopération avec Bujumbura. Mais l'objectif visé sera-t-il atteint ?

Pour beaucoup d'observateurs de la vie politique burundaise, l'état est en train de se resserrer autour du régime burundais. L'UE, on le sait est le premier bailleur du Burundi. Et la suspension de son aide directe ne fera qu'affaiblir davantage Pierre Nkurunziza et son régime. « Le gouvernement burundais a demandé la prise en charge par l'Union européenne des frais de déplacement de ses ministres pour des consultations qui ont eu lieu le 8 décembre 2015 à Bruxelles. Les étudiants burundais pris en charge par le gouvernement aujourd'hui à Bujumbura, n'ont plus la possibilité de manger décemment chaque jour. Il ya plein d'exemples, comme ça qui montrent que le gouvernement burundais est en manque de disponibilité de trésorerie pour faire face à ses exigences régaliennes » a expliqué à la Deutsche Welle Germain-Hervé MBIA YEBEGA, politologue chargé du programme "Gouvernance, Paix et Sécurité", à l'Institut Afrique Monde basé à Paris. Pierre Nkurunziza va-t-il fléchir ? Pour l'heure, cette mesure ne semble pas l'émouvoir outre mesure. Mais Pierre Nkurunziza pourrait bien se tirer d'affaire s'il décidait de mettre de l'eau dans son vin. Car, la communauté internationale ne fait plus de son départ du pouvoir, une priorité. Mais le Politologue Germain-Hervé MBIA YEBEGA préconise le dialogue: « L'Accord d'Arusha qui est le socle du pacte républicain au Burundi, que cet accord soit respecté dans son esprit et dans sa lettre. C'est le manquement à certaines dispositions de l'Accord d'Arusha qui a plongé le pays dans la crise que nous connaissons. Il faudrait nécessairement que les partenaires du Burundi, prioritairement africains, fassent comprendre au chef de l'Etat burundais que le service, le meilleur qu'il puisse rendre à son pays, consiste à le conduire à la paix. »